

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 1577

[C - 2007/15030]

8 FEVRIER 2007. — Loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2005-2006 et 2006-2007 :*

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 11 juillet 2006, n° 3-1806/1 — Rapport, n° 3-1806/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 9 novembre 2006. — Vote. Séance du 9 novembre 2006.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 51-2738/1 — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-2738/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 7 décembre 2006. — Vote. Séance du 7 décembre 2006.

(2) Cet Accord n'est pas encore entré en vigueur.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 1577

[C - 2007/15030]

8 FEBRUARI 2007. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) *Zitting 2005-2006 en 2006-2007 :*

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 11 juli 2006, nr. 3-1806/1 — Verslag, nr. 3-1806/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 9 november 2006. — Stemming. Vergadering van 9 november 2006.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-2738/1 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-2738/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 7 december 2006. — Stemming. Vergadering van 7 december 2006.

(2) Deze Overeenkomst is nog niet in werking getreden.

Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques.

La Haye, le 9 juin 2005.

Excellence,

Le Gouvernement de la République d'Albanie à l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 juin 2005 par laquelle vous proposez la conclusion d'un accord relatif à la suppression de l'obligation du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques entre le Gouvernement de la République d'Albanie et les Gouvernements des Etats du Benelux, dans les termes suivants :

« Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des Etats du Benelux, agissant de concert en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960, sont disposés à conclure avec le Gouvernement de la République d'Albanie un accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques dans les termes suivants :

1. Aux termes du présent accord, il faut entendre :

— par « les Etats du Benelux » : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas;

— par le « territoire Benelux » : l'ensemble des territoires, en Europe, du Royaume de Belgique, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les ressortissants de la République d'Albanie qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire du Benelux, sous le seul couvert de ce passeport.

3. Les ressortissants des Etats du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire de la République d'Albanie, sous le seul couvert de ce passeport.

4. A l'exception des fonctionnaires des représentations diplomatiques et consulaires, ainsi que des fonctionnaires appartenant aux organisations internationales, désignés pour exercer leurs fonctions dans un des pays des Gouvernements signataires, les personnes visées aux paragraphes 2 et 3 doivent, pour un séjour de plus de trois mois, en avoir obtenu l'autorisation, avant leur départ, à l'intervention du représentant diplomatique ou consulaire du pays où ils veulent se rendre.

5. Chaque gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

6. Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, les lois et règlements en vigueur dans les Etats du Benelux et la République d'Albanie concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que l'exercice d'une activité, restent applicables.

7. Chaque gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire à tout moment et sans formalité les personnes qui sont entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport diplomatique national valable, délivré par les Autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises ou albanaises.

8. Les Gouvernements signataires se transmettent par la voie diplomatique les spécimens de leurs passeports diplomatiques nouveaux ou modifiés, ainsi que les données concernant l'emploi de ces passeports et ce, dans la mesure du possible, 60 jours avant leur mise en circulation.

9. Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification attestant de l'accomplissement de toutes les formalités constitutionnelles et légales pour son entrée en vigueur, pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'Accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée.

A l'expiration de la première période d'un an, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au gouvernement belge.

Overeenkomst tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten

Den Haag, 9 juni 2005.

Excellentie,

De Regering van de Republiek Albanië heeft de eer de ontvangst te bevestigen van uw brief van 9 juni 2005 door middel waarvan U voorstelt om onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht voor houders van diplomatieke paspoorten tussen de Regering van Albanië en de regeringen van de Benelux-Staten te sluiten, waarvan de tekst als volgt luidt :

« Wij hebben de eer Uwe Excellentie ter kennis te brengen, dat de regeringen van de Benelux-Staten, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, bereid zijn met de regering van de Republiek Albanië onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten te sluiten :

1. In deze Overeenkomst wordt verstaan :

— onder de « Benelux-Staten » : het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

— onder het « Benelux-gebied » : het gezamenlijke grondgebied in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

2. De onderdanen van de Republiek Albanië die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het Benelux-gebied zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

3. De onderdanen van de Benelux-Staten die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het grondgebied van de Republiek Albanië zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

4. Met uitzondering van de ambtenaren van de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, alsmede van de ambtenaren van internationale instellingen die zijn benoemd om hun functie in één van de landen van de ondertekenende regeringen uit te oefenen, dienen de in de paragrafen 2 en 3 genoemde personen, voor een verblijf van meer dan drie maanden, hiertoe vóór hun vertrek de toestemming te hebben verkregen door bemiddeling van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land waarheen zij zich wensen te begeven.

5. Elke regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de vereiste inreisdocumenten, die als ongewenst zijn gesignaleerd of die beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid in gevaar kunnen brengen.

6. Behoudens de voorgaande bepalingen blijven de in de Benelux-Staten en de Republiek Albanië van kracht zijnde wetten en voorschriften met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede met betrekking tot het verrichten van enigerlei arbeid onverlet.

7. Elke regering verbindt zich ertoe te allen tijde en zonder formaliteiten de personen over te nemen, die zijn binnengekomen op vertoon van een door de Belgische, Luxemburgse, Nederlandse of Albanese autoriteiten afgegeven geldig nationaal diplomatiek paspoort.

8. De ondertekenende regeringen laten elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde diplomatieke paspoorten geworden, alsmede de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, zulks voor zover mogelijk 60 dagen vóór deze in omloop worden gebracht.

9. Deze Overeenkomst treedt voor de duur van één jaar in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van de laatste kennisgeving waaruit blijkt dat aan alle grondwettelijke en wettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding ervan is voldaan. Indien de Overeenkomst 30 dagen voor het verstrijken van die periode niet is opgezegd, wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd.

Na het verstrijken van de eerste periode van een jaar kan elk der ondertekenende regeringen de Overeenkomst opzeggen door 30 dagen van tevoren de Belgische regering daarvan mededeling te doen.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'Accord. Le gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception des notifications visées dans le présent paragraphe, ainsi que la communication visée dans ce paragraphe.

10. L'application du présent accord peut être suspendue par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au Gouvernement belge. Ce gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

11. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas l'application du présent accord peut être étendue aux Antilles néerlandaises et à Aruba par une notification du Gouvernement des Pays-Bas au Gouvernement de la République d'Albanie.

Si le Gouvernement de la République d'Albanie est disposé à conclure avec les Gouvernements des Etats du Benelux un accord portant sur les dispositions précitées, nous avons l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et celle de teneur semblable, que Votre Excellence voudra bien adresser à chacun de nous, constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre la République d'Albanie et les Etats du Benelux.

Nous saisissons cette occasion, Excellence, pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de notre très haute considération. »

Le Gouvernement de la République d'Albanie donne son assentiment à la proposition contenue dans votre lettre et au fait que cette lettre de même que la présente lettre et celles de teneur semblable adressées au ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et à l'Ambassadeur du grand-duché de Luxembourg constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre le Gouvernement de la République d'Albanie et les Gouvernements des Etats du Benelux.

Son Excellence Monsieur Luc TEIRLINCK,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
du Royaume de Belgique

Republika e Shqipërisë
Ministeria e Punëve të Jashtme

La Haye, le 9 juin 2005.

Monsieur le ministre,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des Etats du Benelux, agissant de concert en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960, sont disposés à conclure avec le Gouvernement de la République d'Albanie un accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques dans les termes suivants :

1. Aux termes du présent accord, il faut entendre :

— par « les Etats du Benelux » : le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas;

— par le « territoire Benelux » : l'ensemble des territoires, en Europe, du Royaume de Belgique, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les ressortissants de la République d'Albanie qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire du Benelux, sous le seul couvert de ce passeport.

3. Les ressortissants des Etats du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire de la République d'Albanie, sous le seul couvert de ce passeport.

4. A l'exception des fonctionnaires des représentations diplomatiques et consulaires, ainsi que des fonctionnaires appartenant aux organisations internationales, désignés pour exercer leurs fonctions dans un des pays des Gouvernements signataires, les personnes visées aux paragraphes 2 et 3 doivent, pour un séjour de plus de trois mois, en avoir obtenu l'autorisation, avant leur départ, à l'intervention du représentant diplomatique ou consulaire du pays où ils veulent se rendre.

De opzegging door een van de ondertekenende regeringen heeft de beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg. De Belgische regering stelt de overige ondertekenende regeringen in kennis van de ontvangst van de in deze paragraaf bedoelde kennisgevingen alsmede van de in deze paragraaf bedoelde mededeling.

10. Deze Overeenkomst kan door elk der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

Van deze schorsing dient onverwijld via de diplomatieke kanalen kennis te worden gegeven aan de Belgische Regering. Deze zal de overige ondertekenende regeringen van de ontvangst van deze kennisgeving op de hoogte stellen. Hetzelfde geldt voor het ongedaan maken van de schorsing.

11. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze Overeenkomst tot de Nederlandse Antillen en Aruba worden uitgebreid door kennisgeving van de Nederlandse Regering aan de Regering van de Republiek Albanië.

Indien de Regering van de Republiek Albanië bereid is met de regeringen van de Benelux-Staten een Overeenkomst met bovengenoemde bepalingen te sluiten, hebben wij de eer Uwe Excellentie voor te stellen, dat deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke Uwe Excellentie wordt verzocht aan ieder van ons te richten, als Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de Republiek Albanië en de Benelux-Staten zullen gelden.

Wij maken van deze gelegenheid gebruik om Uwe Excellentie opnieuw de verzekering van onze bijzondere hoogachting te geven. »

De Regering van de Republiek Albanië hecht haar goedkeuring aan het in Uw brief vervatte voorstel, alsmede het feit dat Uw brief en deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke aan de minister van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en aan de Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg zijn gericht, als de Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de Regering van de Republiek Albanië en de regeringen van de Benelux-Staten geldt.

Zijne Excellentie de Heer Luc TEIRLINCK,
Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur
van het Koninkrijk België

Republika e Shqipërisë
Ministeria e Punëve të Jashtme

Den Haag, 9 juni 2005.

Excellentie,

Wij hebben de eer Uwe Excellentie ter kennis te brengen, dat de regeringen van de Benelux-Staten, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, bereid zijn met de Regering van de Republiek Albanië onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten te sluiten :

1. In deze Overeenkomst wordt verstaan :

— onder de « Benelux-Staten » : het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden;

— onder het « Benelux-gebied » : het gezamenlijke grondgebied in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

2. De onderdanen van de Republiek Albanië die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het Benelux-gebied zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

3. De onderdanen van de Benelux-Staten die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het grondgebied van de Republiek Albanië zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

4. Met uitzondering van de ambtenaren van de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, alsmede van de ambtenaren van internationale instellingen die zijn benoemd om hun functie in één van de landen van de ondertekenende regeringen uit te oefenen, dienen de in de paragrafen 2 en 3 genoemde personen, voor een verblijf van meer dan drie maanden, hiertoe vóór hun vertrek de toestemming te hebben verkregen door bemiddeling van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land waarheen zij zich wensen te begeven.

5. Chaque gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

6. Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, les lois et règlements en vigueur dans les Etats du Benelux et la République d'Albanie concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que l'exercice d'une activité, restent applicables.

7. Chaque gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire à tout moment et sans formalité les personnes qui sont entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport diplomatique national valable, délivré par les Autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises ou albanaises.

8. Les Gouvernements signataires se transmettent par la voie diplomatique les spécimens de leurs passeports diplomatiques nouveaux ou modifiés, ainsi que les données concernant l'emploi de ces passeports et ce, dans la mesure du possible, 60 jours avant leur mise en circulation.

9. Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification attestant de l'accomplissement de toutes les formalités constitutionnelles et légales pour son entrée en vigueur, pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'Accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée.

A l'expiration de la première période d'un an, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'Accord. Le gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception des notifications visées dans le présent paragraphe, ainsi que la communication visée dans ce paragraphe.

10. L'application du présent accord peut être suspendue par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au gouvernement belge. Ce gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

11. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas l'application du présent accord peut être étendue aux Antilles néerlandaises et à Aruba par une notification du gouvernement des Pays-Bas au Gouvernement de la République d'Albanie.

Si le Gouvernement de la République d'Albanie est disposé à conclure avec les Gouvernements des Etats du Benelux un accord portant sur les dispositions précitées, nous avons l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et celle de teneur semblable, que Votre Excellence voudra bien adresser à chacun de nous, constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre la République d'Albanie et les Etats du Benelux.

Nous saisissons cette occasion, Excellence, pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Son Excellence

Le Ministre des Affaires étrangères de la République d'Albanie

5. Elke regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de vereiste inreisdocumenten, die als ongewenst zijn gesignaleerd of die beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid in gevaar kunnen brengen.

6. Behoudens de voorgaande bepalingen blijven de in de Benelux-Staten en de Republiek Albanië van kracht zijnde wetten en voorschriften met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede met betrekking tot het verrichten van enigerlei arbeid onverlet.

7. Elke regering verbindt zich ertoe te allen tijde en zonder formaliteiten de personen over te nemen, die zijn binnengekomen op vertoef van een door de Belgische, Luxemburgse, Nederlandse of Albanese autoriteiten afgegeven geldig nationaal diplomatiek paspoort.

8. De ondertekenende regeringen laten elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde diplomatieke paspoorten geworden, alsmede de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, zulks voor zover mogelijk 60 dagen vóór deze in omloop worden gebracht.

9. Deze Overeenkomst treedt voor de duur van één jaar in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van de laatste kennisgeving waaruit blijkt dat aan alle grondwettelijke en wettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding ervan is voldaan. Indien de Overeenkomst 30 dagen voor het verstrijken van die periode niet is opgezegd, wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd.

Na het verstrijken van de eerste periode van een jaar kan elk der ondertekenende regeringen de Overeenkomst opzeggen door 30 dagen van tevoren de Belgische regering daarvan mededeling te doen.

De opzegging door een van de ondertekenende regeringen heeft de beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg. De Belgische regering stelt de overige ondertekenende regeringen in kennis van de ontvangst van de in deze paragraaf bedoelde kennisgevingen alsmede van de in deze paragraaf bedoelde mededeling.

10. Deze Overeenkomst kan door elk der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

Van deze schorsing dient onverwijld via de diplomatieke kanalen kennis te worden gegeven aan de Belgische regering. Deze zal de overige ondertekenende regeringen van de ontvangst van deze kennisgeving op de hoogte stellen. Hetzelfde geldt voor het ongedaan maken van de schorsing.

11. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze Overeenkomst tot de Nederlandse Antillen en Aruba worden uitgebreid door kennisgeving van de Nederlandse regering aan de Regering van de Republiek Albanië.

Indien de Regering van de Republiek Albanië bereid is met de regeringen van de Benelux-Staten een Overeenkomst met bovengenoemde bepalingen te sluiten, hebben wij de eer Uwe Excellentie voor te stellen, dat deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke Uwe Excellentie wordt verzocht aan ieder van ons te richten, als Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de Republiek Albanië en de Benelux-Staten zullen gelden.

Wij maken van deze gelegenheid gebruik om Uwe Excellentie opnieuw de verzekering van onze bijzondere hoogachting te geven.

Aan Zijne Excellentie

De minister van Buitenlandse Zaken
van de Republiek Albanië

Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Date Entrée en vigueur
ALBANIE	09/06/2005	Notification		
BELGIQUE	09/06/2005	Notification	15/02/2007	
LUXEMBOURG	09/06/2005	Notification	22/12/2005	
PAYS-BAS	09/06/2005	Notification	03/11/2005	

Overeenkomst tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum inwerkingtreding
ALBANIE	09/06/2005	Kennisgeving		
BELGIE	09/06/2005	Kennisgeving	15/02/2007	
LUXEMBURG	09/06/2005	Kennisgeving	22/12/2005	
NEDERLAND	09/06/2005	Kennisgeving	03/11/2005	

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 1578

[C - 2007/11107]

14 MARS 2007. — Arrêté royal relatif aux dénominations textiles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1973 portant réglementation des dénominations textiles, modifié par les arrêtés royaux des 6 mars 1986, 31 janvier 1990, 13 janvier 1999 et 9 janvier 2005;

Considérant que cet arrêté royal vise à transposer la directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles, modifiée en dernier lieu par la directive 2006/3/CE de la Commission du 9 janvier 2006 modifiant, aux fins d'adaptation au progrès technique, les annexes I^{re} et II de la directive 96/74/CE précitée.

Considérant que l'arrêté royal du 9 mars 1973 portant réglementation des dénominations textiles a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle, il convient, dans un souci de clarté et de rationalité, de procéder à la rédaction d'un nouvel arrêté;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 18 mai 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 1^{er} juin 2006;

Vu l'avis n° 41.928/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, Notre Ministre de l'Economie et de Notre Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les produits textiles ne peuvent être mis sur le marché, soit antérieurement à toute transformation, soit au cours du cycle industriel et au cours des diverses opérations inhérentes à leur distribution, que s'ils satisfont aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. On entend par produits textiles, au sens du présent arrêté, tous ceux qui, à l'état brut, semi-ouverts, ouverts, semi-manufacturés, manufacturés, semi-confectionnés ou confectionnés, sont exclusivement composés de fibres textiles, quel que soit le procédé de mélange ou d'assemblage mis en œuvre.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 1578

[C - 2007/11107]

14 MAART 2007. — Koninklijk besluit inzake textielbenamingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1973 houdende reglementering der textielbenamingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 maart 1986, 31 januari 1990, 13 januari 1999 en 9 januari 2005;

Overwegende dat dit koninklijk besluit de omzetting beoogt van de richtlijn 96/74/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake textielbenamingen, laatst gewijzigd door de richtlijn 2006/3/EG van de Commissie van 9 januari 2006 tot wijziging van de bijlagen I en II bij voormelde Richtlijn 96/74/EG met het oog op de aanpassing aan de technische vooruitgang;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 9 maart 1973 houdende reglementering der textielbenamingen herhaaldelijk en ingrijpend gewijzigd werd en om redenen van zowel een rationele ordening als de duidelijkheid van de tekst, dient te worden overgegaan tot de redactie van een nieuw koninklijk besluit;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 18 mei 2006;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., gegeven op 1 juni 2006;

Gelet op het advies nr. 41.928/1 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Onze Minister van Economie en van Onze Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Textielproducten mogen vóór verwerking, gedurende het productieproces en in de diverse stadia van de distributie, slechts in de handel worden gebracht indien zij in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. § 1. Onder textielproducten in de zin van dit besluit wordt verstaan, alle onbewerkte, halfbewerkte, bewerkte, halfafgewerkte, afgewerkte, halfgeconfectioneerde of geconfectioneerde producten welke uitsluitend zijn samengesteld uit textielvezels, ongeacht het toegepaste meng- of assemblageprocédé.